



VILLE DE ROCHEFORT

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

3241100_Assistance à la maîtrise
d'ouvrage pour la mise en œuvre d'un
dispositif de vidéoprotection sur
l'espace public

Règlement de la consultation (RC)

Affaire n°	2024-0011
Date limite de remise des plis	29/ 05 / 2024 à 12 heures
Procédure de passation	Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

VILLE DE ROCHEFORT

Représentant : Hervé BLANCHÉ, Maire

BP 60030 - 119 rue Pierre Loti

17301 ROCHEFORT CEDEX

Téléphone : 05 46 82 65 00 - Télécopie : 05 46 82 65 99

Courriel : marches.publics@ville-rochefort.fr

Site internet : <https://www.ville-rochefort.fr/commande-publique>










■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'un dispositif de vidéoprotection sur l'espace public

Code CPV	Libellé CPV
71241000-9	Études de faisabilité, service de conseil, analyse

■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'un dispositif de vidéoprotection sur l'espace public
	Acheteur	VILLE DE ROCHEFORT
	Type de contrat	Marché à tranches de services
	Structure	Lot unique - 2 tranches – Tranche ferme : 4 phases Tranche optionnelle : 2 phases
	Lieu d'exécution	Rochefort (17300)
	Délai	20 mois - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Pénalités de retard	100 € par semaine de retard
	Variation des prix	Fermes actualisables
	Nature des prix	Prix forfaitaires

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossible d'identifier des prestations distinctes.

Elle est décomposée comme suit :

Objet, délai
Tranche ferme - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'un dispositif de Vidéoprotection sur le secteur du Petit Marseille et pour l'audit et l'avant-projet pour l'Arsenal Délai : 12 mois à compter date de la réunion de démarrage (hors temps de validation)
Phase n°1 - Analyse et faisabilité du projet sur le secteur du Petit Marseille et l'Arsenal
Phase n°2 - Avant-projet avec échéancier pour le secteur du Petit Marseille et l'Arsenal
Phase n°3 - Assistance à la rédaction et la passation du marché pour le déploiement de la vidéoprotection sur le secteur du Petit Marseille
Phase n°4 - Accompagnement pour le déploiement de la vidéoprotection sur le secteur du Petit Marseille

Objet, délai	
Tranche optionnelle n°1 - Assistance pour le déploiement sur l'Arsenal	
Délai : 8 mois à compter de l'affermissement de la tranche optionnelle	
Phase n°1 - Assistance à la rédaction et la passation du marché pour le déploiement de la vidéoprotection sur l'Arsenal	
Phase n°2 - Accompagnement pour le déploiement de la vidéoprotection sur l'Arsenal	
Définitions :	
Tranche	: La tranche ferme est exécutée de manière certaine, les tranches optionnelles sont affermies ou non en cours d'exécution
Phase	: Délai partiel et partie du contrat qui se lance et se réceptionne de manière autonome à l'intérieur du contrat

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.ville-rochefort.fr/commande-publique>

■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC : Règlement de Consultation
- AE : Acte d'engagement
- CCP : Cahier des Clauses Particulières et son annexe PAS

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.info/>.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Réponse et groupement :

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Redressement judiciaire	<i>Copie du jugement en cas de redressement judiciaire</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement et ses annexes éventuelles dûment complétés</i>
Mémoire technique	<i>Mémoire technique intégrant :</i> <ul style="list-style-type: none">➤ <i>Une note sur la méthodologie mise en place pour l'exécution des prestations par tranche et par phase. Cette note sera complétée avec un planning prévisionnel détaillant par tranche et pour chaque phase (hors temps de validations), la durée nécessaire à la réalisation, le nombre et le type de réunions prévues ainsi que le nombre de déplacement envisagé</i>➤ <i>Une note décrivant les qualifications et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché, précisant l'équipe mobilisée pour la réalisation des prestations (avec identification précise du ou des intervenants, du chef de projet, présentation des CV, des diplômes détenus, de l'expérience sur des missions similaires...) et son organisation (répartition des tâches entre les membres de l'équipe)</i>
Devis détaillé	<i>Une proposition financière chiffrée et détaillée pour chaque phase et chaque tranche de la mission</i> <i>La proposition devra notamment intégrer l'ensemble des coûts relatifs à la mission décomposé par tranche et pour chaque phase (détail du temps passé par intervenant, nombre de réunions, déplacements, reproduction de documents, etc.)</i>

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info/>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

DCAJCP - Service Marchés Publics
3 avenue Maurice Chupin - Parc des Fourriers
17300 ROCHEFORT

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français. Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier. Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Pour toute précision il convient de se reporter à la documentation suivante : <https://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (70 %)	
- Qualité de la méthodologie (y compris planning) (30 pts)	Qualité de la méthodologie proposée et du planning
- Adéquation des moyens mobilisés, organisation et expérience (40 pts)	Adéquation de l'organisation de l'équipe, des qualifications et de l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché
Chacun des sous critères décrits ci-dessus fera l'objet d'une notation sur la base du barème suivant : 0 : Offre ne comportant pas d'éléments permettant d'analyser le critère ou le sous-critère 1 : Offre répondant de façon très insatisfaisante aux attentes exprimées au travers du critère ou du sous-critère 2 : Offre répondant de façon insatisfaisante aux attentes exprimées au travers du critère ou du sous-critère 3 : Offre répondant de façon moyenne aux attentes exprimées au travers du critère ou du sous-critère. 4 : Offre répondant de façon satisfaisante aux attentes exprimées au travers du critère ou du sous-critère. 5 : Offre répondant de façon très satisfaisante aux attentes exprimées au travers du critère ou du sous-critère	
<u>Utilisation du barème :</u> Une note sur 5 sera obtenue sur chacun des critères ou sous critères qualitatifs. Celle-ci sera pondérée par rapport au poids de chaque sous-critère. Ainsi une note de 3/5 donnera un total de 18 points si le sous-critère est pondéré à 30 : $3/5 \times 30 = 18$.	
2. Prix (30 %)	calculé de la manière suivante : $30 \times (\text{montant de l'offre la plus basse} / \text{montant de l'offre considérée})$ Le prix analysé correspond au montant total des tranches et des phases tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement. Le prix global et forfaitaire sera détaillé au moyen d'un devis qui en indique les éléments constitutifs.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

■ Négociations :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec l'ensemble des candidats à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur exclusivement. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.info/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Administratif de Poitiers
Hôtel Gilbert - 15, rue de Blossac
86020 POITIERS
Téléphone : 05 49 60 79 19 - Télécopie : 05 49 60 68 09
Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : dpo@ville-rochefort.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)